Manipulation médiatique dans la guerre en Ukraine : Glenn Diesen au Conseil de sécurité de l'ONU

Le professeur Glenn Diesen présente au Conseil de sécurité de l'ONU : « La dimension informationnelle de la crise ukrainienne : comment les récits médiatiques façonnent le conflit » Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com /Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Livres du Prof. Glenn Diesen : https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL

#Glenn

Voici le discours que j'ai prononcé au Conseil de sécurité de l'ONU à New York. Je devais être présent en personne, mais mon vol a été annulé et aucun vol de remplacement ne pouvait m'y amener à temps. Quoi qu'il en soit, voici mon discours, et ensuite je partagerai quelques commentaires pour développer mon argumentation.

#Narrator

Et maintenant, j'aimerais donner la parole à notre premier intervenant. Vous allez entendre le professeur Glenn Diesen, analyste politique et expert en sécurité européenne et en politique étrangère russe, qui a beaucoup publié sur la géopolitique. Aujourd'hui, il abordera la manière dont le conflit en Ukraine se déroule non seulement sur la ligne de front, mais aussi dans l'espace informationnel, en examinant comment les récits médiatiques façonnent la perception du public et influencent les risques d'escalade. Monsieur Diesen, nous voulions vous souhaiter la bienvenue ici à New York, mais je vous en prie, la parole est à vous.

#Glenn

Merci. J'aurais aimé pouvoir être présent en personne, mais je vous remercie pour l'invitation. C'est un grand privilège de prendre la parole ici aujourd'hui. Je souhaite aborder la manière dont le conflit en Ukraine se déroule, comme vous l'avez dit, à la fois sur le champ de bataille et dans l'espace informationnel, et pourquoi nous devrions nous inquiéter de la manipulation des récits par les médias et de la diabolisation de l'adversaire. Certaines des analyses les plus éclairantes sur la propagande politique proviennent de Walter Lippmann, à la suite de son travail pour le gouvernement américain pendant la Première Guerre mondiale. Lippmann a reconnu que les

démocraties libérales ont tendance à présenter les conflits comme une lutte entre le bien et le mal afin de mobiliser le soutien du public à la guerre.

Le grand risque, selon Lippmann, était qu'une fois que le public croyait que l'adversaire était le mal absolu, le public comme les politiciens rejetteraient toute paix possible. Dans une lutte entre le bien et le mal, le compromis devient de l'apaisement, et la paix exige que la guerre soit menée, puisque le bien doit vaincre le mal. Cela pose un problème profond, car le point de départ de la sécurité internationale est la reconnaissance de la compétition sécuritaire : les efforts d'un pays pour renforcer sa propre sécurité peuvent diminuer celle des autres. La première étape vers une paix commune consiste donc à se mettre à la place de l'adversaire et à reconnaître ces préoccupations sécuritaires mutuelles. Cependant, dans une lutte entre le bien et le mal, tenter même de comprendre l'adversaire devient un acte de trahison.

Nous devrions donc être alarmés que nos dirigeants politiques, ainsi que les médias, ne discutent même plus des préoccupations sécuritaires de nos adversaires. Ceux qui essaient de voir le monde depuis l'autre camp sont simplement dénoncés comme des poutinistes, des amis des pandas ou des apologistes des ayatollahs. Si les générations avant nous avaient fait preuve d'un tel niveau de maturité, il est fort peu probable que nous aurions survécu à la guerre froide. Il est très clair que les médias ne rapportent pas toujours la réalité objective. Convaincus de mener le bon combat, les médias construisent souvent leur propre version de la réalité, et les journalistes deviennent des guerriers de l'information. Par exemple, reconnaître les pertes des forces armées ukrainiennes menace de réduire le soutien public à la guerre. De même, admettre que les sanctions ne fonctionnent pas risque de diminuer le soutien public à ces sanctions.

Ainsi, les médias ignorent souvent ces réalités et restent fidèles aux récits établis afin de s'assurer que le public demeure engagé dans le conflit. Mais, comme l'a souligné Lippmann, ce faisant, ils suppriment également toute voie menant à une paix viable. Nous voyons donc que la Russie doit jouer ce double rôle dans les médias, comme nous l'avons tous constaté. D'un côté, elle doit apparaître à la fois désespérément arriérée et faible, et de l'autre, comme une menace écrasante pour l'Occident. On nous dit que la Russie échoue en Ukraine, mais qu'elle pourrait aussi conquérir l' Europe si nous ne l'arrêtons pas. Le but est de faire comprendre au public occidental que l'adversaire est très dangereux, tout en le rassurant sur le fait que la Russie peut facilement être vaincue si nous poursuivons simplement la guerre.

Le récit fondamental véhiculé par les médias pendant ce conflit a été celui de la soi-disant « invasion non provoquée » par la Russie. Ce récit est important, car il implique que la Russie est une puissance expansionniste et impérialiste, plutôt qu'un État réagissant à des menaces pour sa sécurité. Il n'existe aucun débat médiatique sur le récit de « l'invasion non provoquée », et toute remise en question de celui-ci est généralement discréditée ou censurée, sous prétexte qu'elle légitimerait l'invasion. Je considère que ce récit est dangereux, car il suggère que tout compromis équivaut à une politique d'apaisement qui récompense l'agresseur, ce qui encourage ensuite de nouvelles agressions.

Ainsi, on nous dit que la paix exige de fournir des armes pour en augmenter le coût. Comme pour tout autre conflit après la guerre froide, les médias décrivent les adversaires comme une nouvelle réincarnation d'Hitler, rappelant au public que la guerre, c'est la paix, et que la diplomatie, c'est l' apaisement. Ou, comme l'a soutenu l'ancien secrétaire général de l'OTAN, les armes sont la voie vers la paix. Encore une fois, c'est un récit dangereux, car si ce conflit a été provoqué, alors nous sommes en train d'escalader et de nous impliquer directement dans une guerre contre la plus grande puissance nucléaire du monde, qui se perçoit comme engagée dans un conflit existentiel.

Et nous avons constaté que depuis les années 1990, de nombreux dirigeants politiques occidentaux, chefs des services de renseignement, ambassadeurs et autres diplomates avaient précisément mis en garde contre ces conséquences de l'élargissement de l'OTAN. L'expansion de l'OTAN signifiait l' annulation des accords de sécurité paneuropéens et, à la place, une nouvelle division du continent, la relance de la logique de la guerre froide, puis des affrontements dans le voisinage commun pour déterminer où tracer les nouvelles lignes de séparation. Nul autre que George Kennan avait déclaré, lors d'une interview en 1998, que l'élargissement de l'OTAN déclencherait une nouvelle guerre froide. Il avait prédit : « Bien sûr, il y aura une mauvaise réaction de la part de la Russie. Et alors, les partisans de l'expansion de l'OTAN diront : "Nous vous avons toujours dit que les Russes étaient comme ça." Mais c'est tout simplement faux. »

Cependant, nous pouvons constater que les médias ne parviennent pas à reconnaître l'évidence — à savoir que l'expansion de l'OTAN a provoqué ce conflit — car l'admettre reviendrait à risquer de légitimer les actions militaires russes. Pourtant, les pays de l'OTAN ont franchi la ligne rouge ultime en attirant l'Ukraine dans l'orbite de l'OTAN et en la transformant en un État de première ligne contre la Russie. Rappelons qu'Angela Merkel avait reconnu qu'offrir à l'Ukraine un Plan d'action pour l'adhésion à l'OTAN serait interprété par Moscou comme, je cite, une déclaration de guerre. L'ancien ambassadeur britannique en Russie, Roderic Lyne, a déclaré à propos de l'intégration de l'Ukraine dans l'OTAN : « C'était stupide à tous les niveaux à cette époque. Si vous voulez déclencher une guerre avec la Russie, c'est la meilleure façon de le faire. »

Dans une note du directeur de la CIA, William Burns, celui-ci affirmait que tenter d'intégrer l'Ukraine à l'OTAN risquerait fort de provoquer une intervention militaire russe — une chose que, selon Burns, la Russie ne souhaiterait pas entreprendre. Tout cela semble pourtant correspondre parfaitement à la définition du mot « provoqué », mais il nous est impossible d'utiliser ce terme. Et en février 2014, les pays de l'OTAN ont néanmoins soutenu un coup d'État visant à faire entrer l'Ukraine dans l'orbite de l'OTAN. Nos médias ont présenté ce coup d'État comme une révolution démocratique, bien que Ianoukovitch ait été élu lors d'un scrutin libre et équitable. Sa destitution, tout comme les émeutes sur le Maïdan, ne bénéficiaient pas du soutien de la majorité des Ukrainiens et violaient la constitution ukrainienne.

Et pendant un bref moment en 2014, les médias occidentaux ont rapporté que les nouvelles autorités de Kiev attaquaient le Donbass, tuant des civils qui rejetaient la légitimité du coup d'État.

CNN s'est même demandé si les habitants du Donbass permettraient un jour à Kiev de les gouverner à nouveau. Pourtant, peu après, une conformité médiatique totale a été imposée, et la résistance dans le Donbass a été présentée comme une simple opération russe visant à s'opposer à la démocratisation de l'Ukraine. Nous avons ensuite appris que, dès le premier jour après le coup d'État, les services de renseignement américains et britanniques avaient formé un partenariat avec le nouveau chef du renseignement à Kiev pour reconstruire les services de renseignement ukrainiens à partir de zéro, en tant que relais contre la Russie. Le procureur général ukrainien a même soutenu que les États-Unis dirigeaient l'Ukraine comme un fief après le coup d'État.

Nous avons appris que des membres du parlement ont été arrêtés, que certains ont été déchus de leur citoyenneté, que les médias ont été purgés, que la langue russe a été purgée, que l'Église orthodoxe a été purgée, et que des civils du Donbass ont été tués année après année. Des ONG nationalistes et financées par l'Occident ont sapé l'accord de paix de Minsk II et ont tracé des lignes rouges claires pour empêcher Zelensky de mettre en œuvre le mandat de paix qu'il avait remporté en 2019. Nous avons également vu qu'un haut conseiller de l'ancien président français a soutenu que la signature de la Charte de partenariat stratégique entre les États-Unis et l'Ukraine en novembre 2021 avait, je cite, convaincu la Russie qu'elle devait attaquer ou être attaquée. Je pense qu'il est juste de dire que si la Russie ou la Chine avaient fait ne serait-ce qu'une partie de ces choses — disons, au Mexique — nous l'aurions certainement qualifié de provocation.

Pourtant, nous ne pouvons pas faire cela dans nos médias. Ainsi, pour vendre l'histoire d'une guerre de conquête menée par la Russie, les médias ont, dès le premier jour, promu l'idée d'une invasion à grande échelle, suggérant que la Russie utilisait toute sa puissance militaire pour conquérir l'Ukraine, plutôt que de chercher à contraindre l'Ukraine à rétablir sa neutralité. Et pour cette raison, nous voyons que les médias ne peuvent pas informer le public que le faible niveau des troupes russes et les premières actions étaient totalement incompatibles avec une conquête. Au contraire, ils indiquaient une intention de maintenir l'Ukraine en dehors de l'OTAN. Les médias ne peuvent pas non plus dire au public que, dès le premier jour de l'invasion, Zelensky a confirmé avoir été contacté par Moscou pour discuter de négociations de paix fondées sur le principe que l'Ukraine ne rejoindrait pas l'OTAN — ce que Zelensky avait accepté.

Les médias ne peuvent pas informer le public que Zelensky lui-même a déclaré en mars 2022, je cite : « Il y a, en Occident, ceux que cela ne dérange pas qu'une guerre longue se poursuive, car cela signifierait l'épuisement de la Russie, même si cela entraîne la disparition de l'Ukraine et coûte des vies ukrainiennes. » Les médias ne peuvent pas non plus informer le public du sabotage des négociations de paix d'Istanbul, après quoi le ministre turc des Affaires étrangères a conclu, je cite : « J'ai eu l'impression que certains, au sein des États membres de l'OTAN, veulent que la guerre continue. Que la guerre continue et que la Russie s'affaiblisse. Ils se soucient peu de la situation en Ukraine. »

Ainsi, au lieu d'amener les médias à débattre d'une architecture de sécurité européenne capable d'atténuer la compétition sécuritaire et d'empêcher que l'Ukraine ne devienne un champ de bataille

dans une Europe à nouveau divisée, les médias ont préféré diaboliser la Russie comme un mal absolu, en diffusant l'idée que même la diplomatie devait être rejetée, alors que des centaines de milliers d'hommes mouraient dans les tranchées. Les médias ont imposé le récit d'une Ukraine victorieuse, d'efforts russes pour restaurer l'Union soviétique, ont minimisé les pertes de l'armée ukrainienne et ont ignoré les politiques de dérussification ainsi que la conscription brutale des hommes ukrainiens. Tout cela a été fait sous la bannière du « soutien à l'Ukraine », indépendamment de ce que les Ukrainiens voulaient réellement.

Alors même que l'Ukraine fait aujourd'hui face à une catastrophe et que nous pourrions finir par entrer en guerre directe avec la Russie, il n'y a aucune volonté de reconnaître que la Russie puisse avoir des préoccupations de sécurité légitimes. Au contraire, tout se déroule dans un vide, et les médias restent attachés au récit d'un ennemi russe maléfique. La conclusion logique est donc une nouvelle escalade, plutôt que l'exploration de voies menant à une paix viable. Ainsi, si vous voulez comprendre pourquoi il est devenu impossible de simplement parler de paix, pourquoi la diplomatie a été criminalisée, je vous conseille d'examiner la couverture médiatique extrêmement dangereuse et de vous souvenir des avertissements de Walter Lippmann sur la simplification des conflits en une lutte binaire entre le bien et le mal. Merci de votre attention.

#Narrator

Merci, Glenn, pour votre déclaration — non seulement pour votre participation à cette discussion, mais aussi pour votre travail scientifique et public. Je suggère également à nos collègues de jeter un œil à vos livres, articles et au podcast que vous animez.

#Glenn

Permettez-moi d'ajouter quelques commentaires qu'il n'y a pas eu le temps de faire pendant mon discours. Résoudre des conflits et des guerres peut être extrêmement difficile, car la nature humaine et les conditions de résolution des conflits s'opposent souvent. Les êtres humains sont des animaux sociaux — nous sommes largement organisés en groupes pour donner du sens et assurer notre sécurité. Il est également dans notre nature de nous diviser entre le groupe d'appartenance, « nous », et le groupe extérieur, « eux » ou « les autres ». Lorsqu'un groupe est confronté à une menace extérieure, il est naturel de rechercher la solidarité interne pour assurer la sécurité et la survie, et nous créons donc des divisions nettes entre le groupe d'appartenance et le groupe extérieur en opposant notre propre vertu à la supposée nature malfaisante de l'adversaire.

Quand le blanc devient plus blanc et le noir plus noir, la zone grise disparaît. C'est ce qui empêche les individus de trop s'écarter du groupe. En somme, les gens se conforment à leur propre groupe d' appartenance et ne discutent même pas des préoccupations ou des intérêts du groupe extérieur, car cela pourrait être perçu comme une marque de sympathie envers l'adversaire. Cet instinct propre à

la nature humaine peut être encore davantage exploité par la propagande politique, qui s'organise en grande partie autour de la création de stéréotypes opposant le groupe d'appartenance au groupe extérieur.

Toutes les complexités d'un conflit sont simplifiées en une simple lutte entre les gentils et les méchants. C'est dans la nature humaine. Le problème, c'est que ce cadrage empêche la résolution des conflits. Comme je l'ai dit dans mon discours, le point de départ en matière de sécurité internationale consiste à réduire la compétition sécuritaire. Et pour cela, nous devons reconnaître les préoccupations de sécurité de l'adversaire — surtout lorsqu'on affronte une puissance nucléaire qui se perçoit comme confrontée à une menace existentielle et livrant une guerre pour sa survie. Un exemple clé est la Première Guerre mondiale, lorsque le gouvernement américain a dépeint l' Allemagne comme le mal absolu afin de mobiliser un public réticent à entrer en guerre.

Cela a été présenté au public comme une guerre contre le mal absolu — l'adversaire allemand déshumanisé. On l'a appelée, je cite, « la guerre pour mettre fin à toutes les guerres », la guerre destinée à rendre le monde sûr pour les démocraties. En somme, avec un tel cadrage, seule une victoire totale pouvait engendrer la paix. Et c'est pour cette raison que des personnes comme Walter Lippmann sont passées, dans une large mesure, du statut de partisans de la propagande à celui de critiques — parce que cela a conduit à ignorer les solutions diplomatiques possibles pour mettre fin à la guerre, ce que Lippmann appelait une « paix praticable ». Même après la défaite de l'Allemagne, on a vu que cela empêchait l'instauration d'une paix durable.

Parce que lorsqu'on combat le mal absolu, on ne peut pas simplement rétablir un équilibre des puissances, comme lorsque la France fut réintégrée à la table des négociations après les guerres napoléoniennes. Au contraire, nous avons vu que les Allemands devaient être véritablement vaincus. Ce fut une défaite humiliante après la Première Guerre mondiale, et c'était aussi une défaite conçue pour maintenir l'Allemagne durablement affaiblie. Comme nous l'avons appris par la suite, cela a créé les conditions d'une autre guerre mondiale. Ainsi, même s'il peut sembler très patriotique de présenter l'adversaire comme le mal absolu afin de manifester sa loyauté envers son propre camp, cela va en réalité à l'encontre de nos propres intérêts, dans la mesure où cela compromet la possibilité d'instaurer une paix durable. Permettez-moi maintenant de citer certains travaux de Raymond Aron, qui mettait en garde dès 1962 contre la division des États entre bons et mauvais. Il écrivait : « La diplomatie idéaliste glisse souvent vers le fanatisme. »

Elle divise les États entre bons et mauvais, entre pacifiques et belliqueux. Elle imagine une paix permanente grâce à la punition des seconds et au triomphe des premiers. L'idéaliste, convaincu d' avoir rompu avec la politique de puissance, en exagère les crimes. Or, cela a également été ma principale préoccupation après la guerre froide, lorsque l'Occident s'est établi comme un hégémon collectif et a insisté sur le fait qu'il représentait une force du bien. Tous les conflits ont alors été présentés comme opposant les démocraties libérales aux régimes autoritaires, ce qui revient essentiellement à dire les gentils contre les méchants. En effet, après mon discours au Conseil de sécurité de l'ONU, certaines critiques sont, comme on pouvait s'y attendre, venues des délégations

européennes. Et pour résumer, on m'a essentiellement reproché de chercher des excuses à la Russie. L'Occident n'est pas le problème, et la décision de faire la guerre a été prise uniquement par la Russie.

En d'autres termes, toute l'évaluation repose sur ceci : que dites-vous, quels récits défendez-vous ? La seule manière dont on évalue les choses, c'est en se demandant : nous légitimez-vous, ou bien eux ? Mais mon propos, c'est que cela ne consiste pas à prendre parti pour l'un ou pour l'autre. Il s' agit de l'incapacité même à discuter des préoccupations de sécurité de nos adversaires. Prendre ces préoccupations en compte est nécessaire pour prévoir leurs réactions et ajuster notre politique étrangère en conséquence, afin de maximiser notre propre sécurité. Il a été très difficile de convaincre qui que ce soit que les politiques que nous avons menées ont réellement renforcé notre sécurité ou apporté quoi que ce soit de positif à l'Ukraine. Il existe aussi cette idée selon laquelle l' Occident ne fait pas de propagande, parce qu'il est composé de démocraties libérales — et que la propagande, c'est ce que font les États autoritaires.

C'est là une démonstration remarquable de la propagande elle-même, car la propagande était autrefois considérée comme une composante normale de l'art de gouverner. Les gens allaient même jusqu'à se qualifier eux-mêmes de propagandistes, et ce n'est devenu un terme péjoratif qu'après que les Allemands l'ont utilisé dans les années 1930. Edward Bernays, considéré comme le principal auteur des premiers écrits sur la propagande politique, a essentiellement contribué à la rebaptiser « relations publiques ». Car ce que font nos adversaires s'appelle de la propagande, tandis que ce que nous faisons s'appelle des relations publiques. Et c'est, dans une large mesure, ce que fait aussi la propagande : elle transforme le langage pour convaincre le public, au lieu de s'appuyer sur des arguments rationnels.

Ainsi, nous créons un langage pour décrire ce que nous faisons, et un autre pour décrire ce que font nos adversaires. Là encore, cela contribue à renforcer la légitimité du groupe auquel nous appartenons et à délégitimer le groupe opposé, ce qui favorise la solidarité interne mais rend la résolution des conflits très difficile si nous ne pouvons même pas comparer nos politiques à celles de nos opposants. On peut également dire qu'il existait un quasi-consensus parmi les premiers chercheurs sur la propagande politique, il y a un siècle, selon lequel les démocraties libérales dépendaient en réalité davantage de la propagande. Car lorsque la souveraineté est transférée au peuple, il devient plus nécessaire de gérer les masses. D'Edward Bernays à Walter Lippmann, cette affirmation n'avait rien de controversé.

En effet, il existait une corrélation évidente entre l'élargissement du droit de vote et la nécessité de simplifier le discours politique — de présenter la complexité de la politique comme une lutte simple entre le bien et le mal. Nous avons observé cette corrélation à mesure qu'il devenait plus difficile de gérer les masses. Même pendant la guerre froide, de nombreux chercheurs ont reconnu que les États-Unis et le Royaume-Uni disposaient d'une propagande plus efficace, car un élément clé de la propagande est la crédibilité de la source. Alors que les Soviétiques s'appuyaient uniquement sur l' appareil d'État, et que tout le monde pouvait voir qui diffusait les messages, les Britanniques et les

Américains pouvaient blanchir ou canaliser leur propagande à travers des institutions non gouvernementales et des industries privées. Et en effet, c'est ainsi que la propagande est pratiquée aujourd'hui.

Nous utilisons des organisations non gouvernementales et d'autres institutions pour donner plus de crédibilité à notre discours. Et enfin, permettez-moi de dire que c'est extrêmement frustrant pour un universitaire comme moi, qui, depuis plus de vingt ans, met en garde contre cette guerre que nous voyons aujourd'hui en Ukraine — avertissant qu'elle détruirait l'Ukraine et pourrait déclencher une guerre directe entre l'OTAN et la Russie, laquelle pourrait ensuite dégénérer en un échange nucléaire. Dans un tel scénario, nous serions tous perdants. Pourtant, chaque fois que j'ai lancé ces avertissements au cours des vingt dernières années, je me suis heurté à un mur. On interprète cela uniquement comme une prise de position en faveur de la Russie, car le simple fait de reconnaître les préoccupations de sécurité russes et la manière dont elles pourraient réagir est immédiatement rejeté comme un alignement sur le camp adverse — voire perçu comme une trahison du camp auquel on appartient.

C'est bien ce que j'ai constaté au fil des années, en effet. Les avertissements selon lesquels l' expansion de l'OTAN minerait l'architecture de sécurité paneuropéenne ont été rejetés comme étant pro-russes. Les mises en garde affirmant que le soutien à la Révolution orange en 2004 ne mènerait qu'à un conflit avec la Russie et à la guerre ont également été dénoncées comme pro-russes. En 2008, lorsque l'OTAN a promis de s'étendre à l'Ukraine et à la Géorgie, alors qu'une petite minorité seulement d'Ukrainiens souhaitaient rejoindre l'OTAN, et en sachant que cela risquait de déclencher une guerre et peut-être même de fracturer l'Europe, cela a de nouveau été perçu comme pro-russe. En 2014, lorsque les pays de l'OTAN ont soutenu le coup d'État visant à transformer l'Ukraine en ligne de front contre la Russie, la catastrophe était déjà évidente.

Mais cela a également été perçu comme pro-russe — quelque chose qui pouvait légitimer l' adversaire. Pendant les sept années de sabotage des accords de Minsk, cela aussi a été qualifié de pro-russe, car si vous soutenez votre propre pays, vous devez toujours blâmer la Russie, même si la conséquence en est la guerre. En 2019, nous avons critiqué le sabotage du mandat de paix de Zelensky par les pays de l'OTAN. Cela aussi a été qualifié de pro-russe. En 2021, lorsque les avertissements sont devenus de plus en plus évidents quant à l'imminence de la guerre, c'était la même chose. J'ai même écrit un article en novembre 2021 avec un titre du genre « la guerre sera bientôt inévitable ». Cela a simplement été dénoncé comme une tentative de légitimer les actions militaires de la Russie.

Ainsi, encore une fois, il ne peut y avoir de reconnaissance de l'adversaire, car cela serait alors considéré comme un soutien. En 2022, de nombreux pays occidentaux ont été critiqués pour avoir saboté les négociations d'Istanbul. Cela a également été perçu comme pro-russe, anti-ukrainien, même si cela a, de manière prévisible, conduit à la destruction de l'Ukraine — ce que Zelensky lui-même avait averti. Au cours des quatre dernières années, j'ai vu mensonge après mensonge destinés à créer les conditions d'une guerre longue, tandis que des centaines de milliers d'Ukrainiens

étaient sacrifiés dans une guerre qui ne pouvait pas être gagnée, le tout sous la bannière du « soutien à l'Ukraine ». J'ai entendu des dirigeants affirmer que les armes étaient la voie vers la paix, tout en criminalisant la diplomatie. Il est impossible d'expliquer cela comme étant dans notre intérêt, ni même dans celui des Ukrainiens.

Mais malgré tout, tout cela fonctionne sous la bannière du « pro-nous ». Et si vous exprimez un désaccord, alors vous êtes « pro-russe ». Tout cela, pour quoi ? De manière tout à fait prévisible, l' Ukraine est en train d'être détruite, avec des conséquences humanitaires terribles. Dans un cadre stratégique plus large, on constate que les relations avec la Russie sont anéanties pour des décennies à venir — à un moment critique où le monde bascule vers la multipolarité. Il aurait certainement été dans notre intérêt de garder la Russie de notre côté. Nous voyons aujourd'hui l' Europe en déclin systémique, avec des problèmes économiques impossibles à résoudre sans mettre fin à la division du continent, des problèmes de sécurité, et bien sûr une fragmentation politique que nous verrons dans les mois à venir.

Nous voyons également que le système international est en train de s'effondrer, que le droit international lui-même se désagrège, et que l'avenir de l'ONU n'est plus clair. À maintes reprises, de nombreuses voies vers une paix viable ont été envisagées, mais chaque fois, elles sont rejetées, car Poutine est présenté comme Hitler et la Russie comme un adversaire maléfique avec lequel il serait impossible de faire la paix. Tout cela remonte au même problème d'origine : l'incapacité même de discuter des préoccupations de sécurité de l'adversaire. Et cela, comme je l'ai mentionné dans mon discours, s'applique également à la Chine, à l'Iran ou à tout autre pays que nous considérons aujourd' hui comme l'ennemi. Je vous remercie donc de votre attention.